

tions sérieuses sur la situation et les problèmes de la Révolution algérienne. Dans cette brochure, nous publions un article du camarade M. Pablo qui donne un tableau très détaillé des diverses parties qui composent le F.I.N., de leurs forces et de leurs faiblesses, et le Programme de Tripoli qui n'a pas encore été publié en France. On verra toutes les raisons d'espoir dans un développement victorieux de la révolution socialiste en Algérie.

D'autre part, aujourd'hui la Révolution algérienne a besoin d'une aide étendue, de spécialistes, techniciens... dans ces domaines les plus variés, pour remettre en route un pays dévasté par huit années de guerre et par un sabotage délibéré de la grande majorité des pieds-noirs. Les accords d'Evian, la « coopération » de l'impérialisme français, peuvent coûter très cher à la nouvelle Algérie, pas seulement financièrement, mais surtout politiquement. Pendant les huit années écoulées le peuple algérien, dans sa lutte héroïque, n'a reçu d'aide en France que d'une toute petite minorité. Il faut racheter la carence et l'inactivité de ces huit années. Le mouvement ouvrier français doit se mobiliser pour donner à la Révolution algérienne les concours dont elle a besoin. C'est plus qu'un devoir. En arrachant son indépendance, le peuple algérien a porté des coups puissants aux capitalistes français, c'est-à-dire aux exploiters des masses travailleuses de France.

22 septembre 1962.

Vue d'ensemble de la situation algérienne

I. — LA GUERRE DE LIBERATION ET LA RECONQUÊTE DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE

Le 19 mars 1962, un cessez-le-feu a été proclamé mettant fin à une longue guerre d'extermination menée par l'impérialisme colonial français contre le peuple algérien.

Le cessez-le-feu est le résultat de l'accord intervenu à Evian entre le G.P.R.A. et la France, accord par lequel l'indépendance de l'Algérie sur la base de l'intégrité territoriale doit être rétablie suivant une procédure définie en commun par les deux parties.

C'est à l'occasion d'un référendum d'autodétermination que le peuple algérien sera invité à approuver la solution prévue par les accords d'Evian relativement à l'indépendance de l'Algérie et à la coopération entre ce pays et la France.

Les accords d'Evian constituent pour le peuple algérien une victoire politique irréversible qui met fin au régime colonial et à la domination séculaire de l'étranger.

Cependant, cette victoire qui a été obtenue sur le plan des principes, ne nous fait pas oublier qu'elle est due, avant tout, au processus révolutionnaire continu et aux faits politiques et sociaux de portée historique créés par la lutte armée du peuple algérien.

Ce sont ces faits-là, dégagés au cours de la guerre libératrice, qui représentent la seule victoire durable parce qu'ils prolongent, d'une manière concrète, les acquis de la lutte armée et constituent le garant réel de l'avenir de notre pays et de notre révolution.

En quoi réside l'importance de ces faits ?

1) C'est dans l'action directe contre le colonialisme que le peuple algérien a retrouvé puis consolidé son unité nationale. Il a ainsi banni de ses rangs le sectarisme ancien des partis et des clans et surmonté les divisions que l'occupation française avait érigées en système politique.

2) C'est dans l'unité de combat que la nation, opprimée par le colonialisme, s'est redécouverte en tant qu'entité organique et a donné toute la mesure de son dynamisme. Ce faisant, la nation algérienne a renoué avec ses traditions de lutte et mené à son terme l'effort insaisissable et longtemps contrarié en vue de réaliser l'indépendance et la souveraineté nationale.

3) L'entrée en mouvement des masses populaires a ébranlé l'édifice colonial et remis en cause, de façon définitive, ses institutions rétrogrades comme elle a accéléré la destruction des tabous et des structures d'origine féodale qui entravent le développement de la société algérienne.

Tout cela consacre l'échec de la double entreprise contre-nature du colonialisme français qui tendait à détruire radicalement notre société pour la remplacer par un peuplement étranger intensif et à la maintenir, par la contrainte, dans la stagnation et l'obscurantisme.

L'engagement des masses algériennes n'a pas seulement entraîné la destruction du colonialisme et du féodalisme. Il a déterminé aussi une prise de conscience collective ayant trait aux tâches exigées par le remembrement et la construction de la société sur des bases nouvelles. Le peuple algérien, en reprenant l'initiative, en affirmant avec persévérance sa volonté de libération, a lié, consciemment ou inconsciemment, cette dernière à la nécessité historique d'un progrès multiple à conquérir et à promouvoir sans relâche sous sa forme révolutionnaire la plus efficace.

L'effort créateur du peuple s'est largement manifesté à travers les organes et instruments qu'il s'est forgés sous la direction du F.L.N. pour la conduite générale de la guerre de libération et l'édification future de l'Algérie.

Unité du peuple, résurrection nationale, perspectives d'une transformation radicale de la société, tels sont les principaux résultats qui ont été obtenus grâce à sept années et demie de lutte armée. Le peuple algérien a, non seulement atteint l'objectif de l'indépendance nationale que le F.L.N. s'était assigné le 1^{er} novembre 1954, mais il l'a dépassé dans le sens d'une révolution économique et sociale.

II. — LA GUERRE COLONIALE ET LA RECONVERSION DU COLONIALISME FRANÇAIS

La guerre coloniale menée par la France contre le peuple algérien a plus le caractère d'une véritable entreprise d'extermination. Elle a nécessité l'envoi, en Algérie, de la plus forte armée coloniale de tous les temps. Pourvue de tous les moyens modernes de destruction, appuyée par une administration coloniale puissante, aidée dans ses besognes de répression, de terreur et de massacres collectifs par le peuple français d'Algérie, cette armée s'est attaquée surtout aux populations civiles sans défense et s'est vainement acharnée contre l'A.L.N. C'est ainsi que plus d'un million d'Algériens ont été décapités et que des millions d'autres ont été déportés, emprisonnés, contrainsts à l'exil. Cette guerre de reconquête coloniale n'a pu se prolonger que grâce à l'appui de l'O.T.A.N. et au soutien militaire et diplomatique des Etats-Unis. Le degré de barbarie atteint dans cette guerre s'explique par la nature même de la colonisation de peuplement et la complicité de la nation française longtemps abusée par le mythe de « l'Algérie française ». Le caractère national et chauvin de cette guerre de reconquête a été illustré par la participation constante du contingent qui représentait toute les classes de la société française, dont la classe ouvrière. La gauche française qui a toujours joué, sur le plan théorique, un rôle dans la lutte anticolonialiste, s'est révélée impuissante face au développement implacable de la guerre et à ses conséquences qu'elle n'avait pas prévues. L'action politique qu'elle a menée est restée timide et inopérante en raison de ses vieilles conceptions assimilationnistes et des idées erronées qu'elle se faisait de la nature évolutive du régime colonial et de son aptitude à se réformer pacifiquement. C'est la lutte opiniâtre du peuple algérien qui a contraint le colonialisme français à mettre à nu sa véritable nature en tant que système totalitaire engendrant, tour à tour, le militarisme et le fascisme, vérités qui à longtréms échappé aux démocrates français et que les événements ont démontré.

Ainsi, à partir du 13 mai 1958, notamment, le mouvement fasciste issu de la guerre de reconquête s'est renforcé petit à petit en France même, aggravant à son tour les conditions de cette guerre coloniale

qu'il a relancé avec plus de virulence dans l'espoir de venir rapidement à bout de la résistance algérienne.

L'échec devenu patent en dépit du renforcement colossal des moyens matériels et tactiques de la guerre d'Algérie, dont le plan Challe a été l'un des aspects les plus significatifs, le gouvernement gaulliste s'est vu acculé à reconvertir le régime colonial classique en système néo-colonialiste visant à maintenir, sous d'autres formes, l'essentiel des intérêts économiques et stratégiques de la France.

Le Plan de Constantine, conçu au plus fort de la guerre en vue de créer les bases économiques d'une « troisième force algérienne », a été la première esquisse de cette politique pseudo-libérale.

Sous la pression conjuguée de la lutte libératrice et de la situation internationale, la France a fini par admettre la nécessité d'une solution pacifique du problème algérien par la négociation avec le G.P.R.A. Les conférences de Melun en juin 1960, d'Evian en 1961 et de Luqin en juillet de la même année, ont successivement échoué en raison de l'obstination du gouvernement français qui, tour à tour, réclamait une reddition camouflée ou exigeait un démembrement du territoire algérien qu'il prétendait amputer de sa partie saharienne. Le renforcement de la lutte du peuple qui est allé progressant avec les journées historiques de décembre 1960, la politique consécutive du G.P.R.A. qui s'en est tenu aux positions fondamentales de la Révolution, ont contraint le gouvernement français à entamer des négociations sérieuses.

Les accords d'Evian qui en ont résulté le 18 mars 1962 consacrent la reconnaissance de la souveraineté nationale de l'Algérie et l'intégrité de son territoire.

Toutefois, ces accords prévoient, en contrepartie de l'indépendance, une politique de coopération entre l'Algérie et la France.

La coopération telle qu'elle ressort des accords implique le maintien des liens de dépendance dans les domaines économique et culturel. Elle donne aussi, entre autres, des garanties précises aux Français d'Algérie pour lesquels elle ménage une place avantageuse dans notre pays.

Il est évident que le concept de coopération ainsi établi constitue l'expression la plus typique de la politique néo-colonialiste de la France. Il relève, en effet, du phénomène de reconversion par lequel le néo-colonialisme tente de se substituer au colonialisme classique.

Amorcée de longue date par le pouvoir gaulliste, cette reconversion procède de la contradiction qui s'est installée dans le camp impérialiste français du fait de la guerre d'Algérie. Il y a, d'une part, les partisans de la colonisation agricole selon les normes du conservatisme colonial et leurs alliés militaires-fascistes et, d'autre part, les tenants du grand capital français à vocation industrielle qui visent à pratiquer une politique de rechange sur la base d'un compromis avec le nationalisme algérien.

La tâche immédiate du F.L.N. est de liquider, par tous les moyens, le colonialisme tel qu'il se manifeste encore après le cessez-le-feu sous sa forme virulente à travers les actions criminelles de l'O.A.S. Mais il devra également élaborer, dès à présent, une stratégie efficace en vue de faire échec aux entreprises néo-colonialistes qui constituent un danger d'autant plus grave pour la Révolution qu'elles se parent des dehors séduisants du libéralisme et d'une coopération économique et financière qui se veut désintéressée.

L'antagonisme actuel entre l'ancien et le nouveau colonialisme ne doit pas faire illusion.

En tout état de cause, il n'est pas question de préférer l'un à

l'autre, tous deux sont à combattre. Les hésitations apparentes du pouvoir gaulliste dans sa lutte contre l'O.A.S. ont leur origine dans les affinités naturelles qui existent entre les colonialistes français des deux bords de la Méditerranée et traduisent une collusion tactique dont le but inavoué est d'acculer les Algériens à un choix en faveur du néo-colonialisme. Cette attitude du gouvernement français conduit, en réalité, à l'inverse du résultat recherché. Son refus notoire de réprimer efficacement les menées de l'O.A.S. prouve de façon éclatante la complicité qui le lie aux ultra-colonialistes d'Algérie et porte, en conséquence, un préjudice sérieux à la coopération.

D'ailleurs, cette coopération, produit d'une reconversion factice, se révélera difficile étant donné le comportement des Français d'Algérie qui prennent, dans leur immense majorité, fait et cause pour l'O.A.S. Agents actifs de l'impérialisme colonial dans le passé et instruments conscients dans la guerre de répression qui prend fin, les Français d'Algérie sont incapables à tenir le rôle de support principal et de garant de la politique de coopération que la France leur a assigné dans son plan néo-colonialiste.

A ce propos, la propagande française veut perpétuer le mythe du caractère indispensable de la présence des Français d'Algérie pour le bien même de la vie économique et administrative de ce pays. Or, pendant plus d'un siècle, les trois quarts de l'Algérie, les campagnes notamment, ont été abandonnés à leur sort sans aucune infrastructure sérieuse ni équipement notable. Abstraction faite de toute qualification technique, l'écrasante majorité des Français d'Algérie, en seront même de leur mentalité colonialiste et de leur racisme, ne seront pas en mesure de se mettre utilement au service de l'Etat algérien.

III. — L'ALGERIE A LA VEILLE DE SON INDEPENDANCE

I. — Les accords d'Evian ont été ressentis par les milieux colonialistes traditionnels et les militaires-fascistes comme une cuisante défaite et une humiliation sans précédent.

S'ils réalisent que l'Algérie est irrémédiablement perdue pour eux, ils ne s'estiment pas, cependant, vaincus. L'O.A.S. vise à l'installation du fascisme en France et à la reprise de la guerre coloniale en Algérie. En pratiquant la terreur, les colonialistes espèrent susciter une réaction brutale du peuple algérien et rendre ainsi caduc le cessez-le-feu. Il est évident que leur plan consiste à faire de l'Algérie un tremplin en vue d'un éventuel coup d'Etat fasciste appuyé par l'armée française et dirigé contre le pouvoir en France. Il importe, cependant, de ne point sous-estimer les menaces que ces colonialistes font peser directement sur l'Algérie même. L'une de leurs préoccupations, en effet, est le sabotage systématique de l'économie algérienne. Cette tactique n'est pas nouvelle. Elle a eu des précédents, au Vietnam notamment, lors de la débâcle colonialiste.

Une autre menace est celle d'une éventuelle « sécession » des Français d'Algérie par rapport à l'Etat algérien. Cette éventualité paraît absurde si l'on songe que le gouvernement français lui-même, qui avait fait de la partition un moyen de chantage politique, a fini par y renoncer. Toutefois, il ne faut pas oublier que l'O.A.S. poursuit toujours ce rêve insensé et qu'elle y tend de toutes ses forces en soudant en un seul bloc les Français d'Algérie. Il semble exclu que la France consente à donner sa caution à une entreprise qui serait

contraire aux accords d'Evian, ainsi qu'à toute coopération franco-algérienne. Ce qui est sûr, par contre, c'est que le gouvernement algérien aura fatalement à affronter les Français d'Algérie et que la France, qui se sentira directement impliquée dans cette épreuve de force, ne manquera pas de recourir à des pressions lourdes de conséquences.

II. — La liquidation de l'O.A.S., qui est une tâche immédiate, laisse entier le problème posé à la Révolution par la présence du peuplement français d'Algérie.

Les garanties données à ce dernier par les accords d'Evian imposent son maintien dans notre pays en tant que minorité de privilégiés. La sécurité de ces Français et leurs biens doivent être respectés ; leur participation à la vie politique de la nation assurée à tous les niveaux. Beaucoup d'entre eux iront s'installer en France, mais une importante fraction restera en Algérie et le gouvernement français l'y encouragera par tous les moyens en son pouvoir.

Les Français d'Algérie ne seront pas considérés tout à fait comme des étrangers. Ils jouiront, pendant trois années, des droits civiques algériens en attendant qu'ils fassent leur option définitive de nationalité. Cette particularité propre à l'Algérie confère au problème en question sa complexité et en fait l'un des plus graves que l'Etat algérien aura à résoudre.

La prépondérance des Français d'Algérie demeure écrasante dans les domaines économique, administratif et culturel et va à l'encontre des perspectives fondamentales de la Révolution.

Dans le cadre de sa souveraineté interne, l'Etat algérien sera en mesure de l'enrayer en décidant des réformes de structure applicables à tous les citoyens sans distinction d'origine.

Il faut souligner que la fin des privilèges attachés aux « droits acquis » de la colonisation est inséparable de la lutte contre le néo-colonialisme en général. Une solution correcte du problème de la minorité française passe obligatoirement par une politique consentie sur le plan anti-impérialiste.

III. — Aux termes des accords d'Evian, le gouvernement français doit maintenir, pendant un certain délai, ses troupes en Algérie et disposer de la base aéro-navale de Mers-El-Kébir, d'aérodromes militaires et d'installations atomiques dans le Sud du pays.

Cette occupation militaire qui ira en s'allégeant au bout de la première année d'autodétermination — l'effectif de l'armée française sera réduit à 80.000 hommes dont l'évacuation est prévue au terme d'un second délai de deux ans — obéit, avant tout, à une stratégie néo-colonialiste axée sur l'Afrique du Nord en général et l'Algérie en particulier. Tant que le territoire algérien sera occupé par les forces étrangères, la liberté de mouvement de l'Etat se verra limitée et la souveraineté nationale menacée. Les premiers mois de l'indépendance seront particulièrement difficiles. Le gouvernement algérien, qui aura à entreprendre une lutte décisive contre les fascistes français, pourra se heurter à l'armée d'occupation dont l'une des missions est, précisément, de protéger la minorité française.

IV. — L'Exécutif provisoire ne parvient pas, deux mois après son entrée en fonction, à imposer son autorité et son contrôle de l'administration coloniale dont la quasi-totalité des membres manifeste son adhésion active à l'O.A.S.

L'assainissement et la refonte complète de l'administration sont une nécessité vitale. Cette tâche s'annonce, par ailleurs, fort délicate étant donné l'étendue du territoire, l'acuité des problèmes quotidiens

qui se posent et la pénurie de cadres algériens qualifiés dont beaucoup ont été déçimés par la guerre.

V. — Les conséquences matérielles et morales de l'entrepris de génocidé menée depuis tant d'années contre le peuple algérien se feront sentir d'une façon de plus en plus agué.

Des centaines de milliers d'orphelins, des dizaines de milliers d'invalides, des milliers de familles réduites aux femmes et aux enfants et abandonnées à leur sort, attendent du pouvoir national les mesures adéquates qui s'imposent.

Les blessures que porte le corps de la nation dans son ensemble sont profondes et ne disparaîtront pas avant des décades. Certaines d'entre elles ont, cependant, un caractère d'extrême gravité et sont susceptibles de paralyser la société dans sa marche en avant.

Deux millions d'Algériens, en majorité des femmes et des enfants, quittent chaque jour les camps où ils avaient été déportés. Les centaines de milliers de réfugiés du Maroc et de Tunisie doivent être bientôt rapatriés.

Les problèmes qui en résultent sont d'ordre économique et social mais relèvent, surtout, de la conception politique et de l'organisation. Il ne suffit pas de lancer des campagnes nationales et internationales en vue de rassembler une aide sur le plan de l'habitat, de l'alimentation et de l'hygiène. Ce problème, le plus grave qui soit né de la guerre, résume d'une façon tragique les immenses bouleversements que connaît notre pays. Il réclame non pas des mesures fragmentaires et expéditives, mais une solution en profondeur et des décisions d'une portée sociale réelle, s'intégrant dans un plan d'ensemble. La révolution économique et sociale commencera par ce secteur où manquera son départ. On la jugera à l'occasion de cette épreuve qui sera déterminante pour son développement ultérieur.

Le futur gouvernement algérien se trouvera dans un pays exsangue. D'immenses zones rurales où la vie avait été intense ne sont plus que des paysages désolés. Dans les grandes et moyennes villes, une misère effroyable ronge la population qui s'entasse dans les vieux quartiers et les bidonvilles. Il faudra, sans plus tarder, rompre ce cercle infernal en procurant du travail aux adultes, en scolarisant les enfants, en luttant contre la famine et la maladie et en ramenant le goût de la vie par la mise en train de la reconstruction collective du pays.

Un territoire occupé militairement, une paix sans cesse menacée par les colonialistes réactionnaires, une administration hostile et portée à l'obstruction systématique, une économie perturbée et anarchique, un pays à moitié détruit, des problèmes sociaux graves, innombrables et urgents, voilà ce dont l'Algérie hérite à la veille de son indépendance.

VI. — La souveraineté a été reconquise mais tout reste à faire pour donner un contenu à la libération nationale.

Tous ces obstacles qui handicapent le démarrage du nouvel Etat et l'amorce des grandes tâches de la Révolution sont encore aggravés par les manœuvres de l'ennemi colonialiste.

Après s'être longtemps opposé à notre indépendance, le gouvernement français tente, aujourd'hui, d'agir sur elle et de l'orienter selon les exigences de sa politique impérialiste.

Les accords d'Evian constituent une plate-forme néo-colonialiste que la France s'apprête à utiliser pour asseoir et aménager sa nouvelle forme de domination.

Les impérialistes français font tout pour que le tournant tactique

esquissé par le F.L.N. à Evian se transforme en retraite idéologique et aboutisse à une renonciation pure et simple aux objectifs de la Révolution.

Le gouvernement français ne s'appuyera pas seulement sur ses forces armées et sur la minorité pour infléchir l'évolution de l'Algérie. Il exploitera avant tout les contradictions politiques et sociales du F.L.N. et tentera de trouver au sein de ce mouvement des alliés objectifs qui seraient susceptibles de se détacher de la Révolution pour se retourner contre elle.

Cette tactique impérialiste peut se résumer comme suit : susciter dans les rangs du F.L.N. une « 3^e force » qui serait composée de nationalistes modérés attachés à l'indépendance mais hostiles à toute action conséquente sur le plan révolutionnaire, opposer les éléments de cette « 3^e force » aux militants et aux cadres qui, sur la base des aspirations populaires, resteront fidèles à la ligne anti-impérialiste. Le désir évident du gouvernement français est que la tendance « modérée » l'emporte au sein du F.L.N. sur les forces révolutionnaires proprement dites, ce qui rendrait possible une expérience franco-F.L.N. dans le cadre du néo-colonialisme.

Il serait irréaliste de penser que le démarrage de la Révolution ira de soi.

La plate-forme néo-colonialiste à laquelle la France nous convie est, en fait, un terrain de ralliement pour les seules forces contre-révolutionnaires.

C'est à coups de milliards que la France essaiera d'attirer à elle toute une couche de gens mus par la cupidité, l'ambition personnelle qui ont pris goût aux profits malsains de la guerre coloniale.

Elle tentera, à la faveur de nos carences et nos erreurs, de renverser le cours de la Révolution pour organiser la contre-révolution.

C'est par la formulation nette et claire de nos objectifs, l'analyse lucide et impitoyable de nos insuffisances et de ce qu'il y a d'inachevé, de confus et d'approximatif dans nos aspirations et nos idées, que les forces révolutionnaires du peuple algérien, aujourd'hui dispersées, deviendront une réalité consciente, organisée, ouverte sur l'avenir.

IV. — INSUFFISANCES POLITIQUES DU F.L.N. ET DEVIATIONS ANTI-REVOLUTIONNAIRES

Le F.L.N. qui, au début de l'action insurrectionnelle du 1^{er} novembre 1954 avait envisagé la lutte armée sous le seul angle de la libération nationale, n'a pu prévoir tout ce que la guerre qui s'en suivrait aurait comme implications et développements de natures diverses dans la conscience populaire et la société algérienne en général.

I. Le F.L.N. ignorait les profondes potentialités révolutionnaires du peuple des campagnes. Le peu qu'il en savait concernait une situation longtemps statique, en surface, traditionnellement admise comme vraie selon l'optique paresseuse des anciens partis nationalistes.

Il faut dire, à la vérité, que le F.L.N., tendance d'avant-garde à ses débuts, à la veille de se transformer en mouvement rompat avec les pratiques, méthodes et conceptions des anciens partis. Mais cette rupture ne pouvait devenir salitaire et définitive qu'en s'accompagnant au départ d'un effort vigoureux de démarcation idéologique et d'une ligne de longue portée à la mesure des événements en chaîne qu'on allait provoquer dans la société algérienne.

Or, il n'en fut à peu près rien, sinon dans le cadre d'une formulation immédiate destinée au moment de l'insurrection, à remettre le nationalisme en marche.

Le F.L.N. ne s'est pas soucie de dépasser positivement le seul objectif inscrit au programme traditionnel du nationalisme, c'est-à-dire l'indépendance. D'autre part, il négligeait d'entrevoir l'éventualité à plus ou moins brève échéance de deux faits majeurs que le nationalisme classique n'avait jamais pu concevoir : le caractère même de la guerre coloniale dans un pays de peuplement intensif étranger promu, tout à la fois, au rang de mandataire, d'agent et d'auxiliaire de l'impérialisme français, le fait que la lutte armée et l'engaînement massif du peuple colonisé par lesquels on met brutalement en cause une domination coloniale séculaire, ne se déroulent jamais selon un schéma sommaire et un itinéraire simpliste qui aboutit sans encombre à la libération nationale.

La contre-partie inévitable de l'oppression colonialiste totalitaire ainsi affrontée ne peut être que la remise en question immédiate et automatique de toute la société opprimée. Cette remise en question spontanée se complète, simultanément et d'une manière inflexible, par la recherche et la découverte de nouvelles structures, de nouveaux modes de penser et d'agir, en un mot d'un processus de transformation incessante qui constitue le courant même de la Révolution.

Ainsi paradoxal que cela puisse paraître, la portée révolutionnaire de la lutte nationale est perçue et ressentie dans sa nouveauté et son originalité par les masses populaires plus que par les cadres et les organismes dirigeants. Ces derniers sont volontiers enclins à sous-estimer ou à surestimer certains faits nouveaux, à faire référence à d'autres mouvements révolutionnaires, à pratiquer le mimétisme idéologique, ce qui donne souvent à leurs conceptions un aspect disparate et un caractère irréaliste.

Bien que confuse et informulée chez le peuple, la conception du monde où il vit, à travers la violence de la guerre et les bouleversements sociaux, se prolonge en cheminements de pensée et d'examen, plus ou moins sommaires aussi longtemps que dure la lutte armée et que se succèdent les faits observés par lui sans recours à l'antécédent, à l'exemple, à l'analogie.

Fruit du besoin et de la représentation fidèle par le peuple de l'univers révolutionnaire et de l'expérience collectivement vécue, cette originalité n'a pas été suffisamment prise en considération alors qu'elle constitue l'un des acquis principaux de la Révolution.

2. Contrairement à tout cela, nous avons assisté et nous assistons à une série de décalage très graves entre, d'une part, la conscience collective longtemps mûrie au contact des réalités et, d'autre part, la pratique de l'autorité du F.L.N. à tous les échelons. Très souvent, et par une interprétation paternaliste, cette autorité a purement et simplement remplacé la responsabilité politique qui est inséparable de l'effort doctrinal. Toujours située dans la perspective d'une lutte de libération qui, à défaut d'un travail idéologique constant, était réduite le plus souvent à son aspect technique, cette notion d'autorité a vite fait d'engendrer des concepts qu'on peut qualifier d'antirévolutionnaire.

3. Le F.L.N., ennemi acharné du féodalisme, s'il a bien combattu ce dernier à travers nos institutions sociales routinières, n'a rien fait, en revanche, pour s'en préserver lui-même à certains niveaux de son organisation. Il a omis, à cet égard, que c'est précisément la

conception abusive de l'autorité, l'absence de critères rigoureux et l'inculture politique qui favorisent la naissance ou la renaissance de l'esprit féodal.

L'esprit féodal n'est pas seulement le fait d'un groupe social déterminé traditionnellement prépondérant par la possession agraire ou l'exploitation outrancière d'autrui. Sa réalité dans les pays d'Afrique et d'Asie, en tant que survivance d'une époque historique révolue, se traduit sous des formes diverses que revêtent parfois des révolutions même populaires quand elles manquent de vigilance idéologique.

De même qu'il y a des féodalités terriennes, il peut exister des féodalités politiques, des chefferies et des clientèles partisanses dont l'avènement est rendu possible par l'absence de toute éducation démocratique chez les militants et les citoyens.

En plus de l'esprit féodal qui a longtemps imprégné toute la vie du Maghreb depuis la fin du Moyen Âge dans les domaines économique, social, culturel et religieux et que le F.L.N. n'a pas su extirper radicalement, il faut noter aussi un de ses effets les plus sournois : le *paternalisme*.

Le paternalisme constitue un véritable frein pour la formation politique et l'initiative consciente et créatrice du militant et du citoyen. Il traduit un genre d'autorité archaïque, faussement débonnaire et anti-populaire et secrète, fatalement une conception infantile de la responsabilité.

Cette altération des valeurs révolutionnaires a eu également pour résultat de compenser la formation politique déficiente par des attitudes purement extérieures : le *formalisme*.

C'est ainsi que le patriotisme, l'esprit révolutionnaire, deviennent parfois synonymes de gesticulation frénétique. De là le romantisme gratuit et le goût impudent pour l'inflation héroïque qui est contraire au tempérament discret de notre peuple. Le formalisme dénote ainsi un alibi par lequel certains veulent escamoter le travail révolutionnaire patient à travers ses apports concrets, ses tâches obscures, et les obstacles qu'ils affrontent avec modestie, au niveau des masses populaires.

4. Un autre état d'esprit qu'on ne dénoncera jamais assez parce qu'il a causé dans le passé politique de notre pays des ravages sans nombre et qui risque aujourd'hui encore, au même titre que les survivances féodales, de porter un grave préjudice à la Révolution : il s'agit de l'esprit *petit-bourgeois*. Le manque de fermeté idéologique au sein du F.L.N. a permis à cet esprit de s'introduire dans les rangs d'une grande partie des cadres et de la jeunesse.

Les habitudes faciles venues des anciens partis à clientèle urbaine, la fuite devant la réalité en l'absence de toute formation révolutionnaire, la recherche individualiste des situations stables, du profit et des satisfactions dérisoires d'amour-propre, les préjugés que beaucoup nourrissent à l'égard des paysans et des militants obscurs, tout cela constitue les caractéristiques saillantes de l'esprit *petit-bourgeois*. Cet esprit qui s'imprègne volontiers d'un pseudo-intellectualisme, draine, à son insu, les concepts les plus frelatés et les plus nocifs de la mentalité occidentale.

De plus, il présente à travers une nouvelle classe bureaucratique, un grand décalage par rapport à la majorité du peuple.

L'indigence idéologique du F.L.N., la mentalité féodale et l'esprit *petit bourgeois* qui en sont le produit indirect, risquent de faire aboutir l'Etat algérien futur à une bureaucratie médiocre et antipopulaire dans les faits sinon dans les principes.

5. L'une des causes essentielles qui ont entravé le développement du F.L.N. sur le terrain idéologique, contribué à l'aggravation de toutes ses faiblesses et pesé lourdement sur la situation générale de l'Algérie en guerre, réside dans le décalage qui s'est produit entre la direction et les masses populaires.

L'installation, au bout de la troisième année de guerre, de l'instance supérieure du F.L.N. à l'extérieur, bien qu'étant le résultat d'une certaine nécessité du moment, a néanmoins provoqué une coupure avec la réalité nationale.

Cette coupure aurait pu être fatale au mouvement de libération tout entier.

L'une des conséquences les plus visibles de cet état de choses a été la *dépolitisation* progressive des organismes restés sur place et de ceux que la Direction a entraînés à sa suite ou créés à l'extérieur. Il faut entendre ici par *dépolitisation* l'absence de toute ligne générale structurée idéologiquement et constituant un lien ferme entre l'Algérie et les Algériens de part et d'autre des frontières. Il faut entendre également par *dépolitisation* le fait de tolérer pendant la lutte armée des courants politiques disparates et contradictoires, des comportements individualistes échappant à tout contrôle et faisant par là-même de certains responsables des dignitaires sans fonction précise.

Par ailleurs, le G.P.R.A. qui s'est confondu dès sa naissance avec la Direction du F.L.N. a contribué à affaiblir du même coup les deux notions d'Etat et de Parti.

L'amalgame des institutions étatiques et des instances du F.L.N. a réduit ce dernier à ne plus être qu'un appareil administratif de gestion. A l'intérieur, cet amalgame a eu pour effet de dessaisir le F.L.N. de ces responsabilités au profit de l'A.L.N. et, la guerre aidant, de l'annihiler pratiquement.

L'expérience de ces sept années et demie de guerre prouve que, sans une idéologie élaborée au contact de la réalité nationale et des masses populaires, il ne saurait y avoir de parti révolutionnaire. La seule raison d'être un parti est son idéologie. Il cesse d'exister dès qu'elle vient à lui manquer.

La Révolution démocratique populaire

La guerre de libération menée victorieusement par le peuple algérien redonne à l'Algérie sa souveraineté nationale et son indépendance. Le combat n'est pas pour autant achevé. Il est appelé au contraire à se poursuivre afin d'étendre et de consolider les conquêtes de la lutte armée par l'édification révolutionnaire de l'Etat de la société.

Les tâches de la Révolution démocratique populaire nécessitent un examen des données objectives de la réalité.

I. — CARACTERISTIQUES DE L'ALGERIE

De par sa situation générale, l'Algérie se dégage à peine de la domination coloniale et de l'ère semi-féodale.

Cette double caractéristique ne disparaîtra pas automatiquement avec l'avènement de l'indépendance. Elle persistera aussi longtemps que la transformation radicale de la société n'aura pas été réalisée.

A. — PAYS COLONIAL. L'Algérie a subi pendant plus d'un siècle une domination étrangère à base de peuplement prépondérant et d'exploitation impérialiste.

Les colonialistes français ont entrepris, par la guerre, l'extermination, le pillage et le séquestre, de détruire systématiquement la nation et la société algériennes. Plus qu'une simple conquête coloniale destinée à assurer le contrôle des richesses naturelles du pays, cette entreprise a visé, par tous les moyens, à substituer un peuplement étranger au peuple autochtone. En effet, les envahisseurs français avaient tenté en plein XIX^e siècle, de rééditer contre les Algériens l'entreprise d'anéantissement dont fut victime la société indienne d'Amérique à partir du XV^e siècle.

L'échec de ce plan contre-nature est dû au fait que la société algérienne organisée dans le cadre d'une nation consciente et évoluée, a pu mobiliser, pendant une quarantaine d'années, toutes ses forces et ses valeurs pour faire face au danger.

Sa prospérité économique, la vigueur exceptionnelle de son peuple, ses traditions de lutte, son appartenance à une culture et à une civilisation communes au Maghreb et au monde arabe, ce sont là autant de facteurs qui ont longtemps soutenu la résistance nationale.

Cette combativité prolongée, si elle n'a pas permis, en fin de compte, de repousser l'envahisseur, a cependant eu le mérite historique d'avoir contrecarré, dans une large mesure, l'entreprise d'extermination et sauvé la permanence de la nation.

N'ayant pu atteindre complètement son objectif initial, le colonialisme français s'est appliqué, par d'autres méthodes, à provoquer l'arrêt et la mort lente de la société algérienne.

L'expropriation massive des terres, le refoulement systématique des Algériens vers les régions incultes, la spoliation et le pillage des richesses naturelles du pays et des biens nationaux, l'étouffement de la culture et de libertés élémentaires ont eu pour résultats :

1) L'implantation de plus en plus intensive d'un peuplement étranger conçu à la fois comme instrument de l'impérialisme et comme société coloniale vouée tout entière à la direction politique et administrative et à l'exploitation du peuple algérien.

2) D'asseoir et de consolider en Algérie les structures économiques et stratégiques de l'impérialisme français en fonction de son hégémonie au Maghreb et en Afrique Noire.

3) De cantonner la société algérienne, ainsi dépouillée de ses moyens et de ses possibilités, dans des limites étroites qui la mettaient hors de l'évolution contemporaine.

Ce faisant, le colonialisme la condamnait à la répression dans le sens d'un retour au système féodaliste et à un mode de vie archaïque.

B. — PAYS SEMI-FÉODAL, l'Algérie, comme la plupart des pays d'Afrique et d'Asie, a connu le féodalisme en tant que système économique et social. Ce système se prolonge plus ou moins jusqu'à nos jours, après avoir subi depuis 1830 une série de reculs et de transformations.

Le féodalisme est une conception de la société qui correspond à une étape du développement de l'histoire de l'humanité. Cette étape est aujourd'hui dépassée : le féodalisme constitue un élément rétrograde et anachronique.

1) Au moment de la conquête coloniale, les féodaux algériens, qui étaient déjà impopulaires, s'empressèrent de pactiser avec l'ennemi, n'hésitant pas à participer à sa guerre de pillage et de répression. L'émir Abdelkader, chef de l'Etat algérien et artisan de la résistance, dut entreprendre contre eux une lutte implacable. C'est ainsi qu'il détruisit leur coalition par les deux batailles de Maharez et de la Mina en 1834. Dans sa politique traditionnelle, le colonialisme s'est constamment appuyé sur les féodaux algériens contre les aspirations nationales. C'est pour les sauver de la destruction et de la vindicte populaire et les organiser en tant que corps permanent que le colonialisme prit, dans ce but, une ordonnance en 1838.

De caste militaire et terrifiée qu'elle était, la féodalité algérienne est devenue progressivement administrative. Ce rôle lui a permis de poursuivre son exploitation du peuple et d'agrandir ses domaines fonciers. Le corps des caïds, tel qu'il s'est perpétué jusqu'à nos jours, est l'expression la plus typique de cette féodalité.

Parallèlement à ce féodalisme agraire et administratif, il convient de noter l'existence d'une autre sorte de féodalisme : le maraboutisme des grandes congrégations.

Ce dernier, qui avait pourtant joué avant 1830 et, épisodiquement jusqu'en 1871, un rôle positif dans la lutte nationale, s'est souvent converti, d'une façon partielle, en un féodalisme administratif. Dans le contexte obscurantiste de la colonisation, il n'a cessé d'exploiter, par la superstition et des pratiques grossières, le sentiment religieux.

Ainsi, après avoir été l'allié du colonialisme au début de la conquête, le féodalisme était devenu son auxiliaire le plus docile. Dans le cadre de la lutte libératrice, le peuple algérien en mouvement, tout en ébranlant l'édifice colonial, a porté le coup de grâce au féodalisme en tant qu'organisation administrative et patriarcale.

2) Cependant, si le féodalisme dans sa forme organisée est mort, ses survivances idéologiques et ses vestiges sociaux demeurent. Ils ont contribué à altérer l'esprit de l'Islam et entraîné l'immobilisme de la société musulmane.

Le féodalisme, produit de la décadence du Maghreb à un moment de son histoire, n'a pu se perpétuer que dans un contexte de valeurs sociales, culturelles et religieuses elles-mêmes dégradées.

Reposant sur le principe d'une autorité patriarcale et paternaliste, source d'arbitraire, il représente, de plus, une forme aigüe de parasitisme. C'est par ces deux aspects qu'il favorise la persistance des structures et concepts d'un autre âge : esprit tribal, régionalisme, mépris et ségrégation de la femme, obscurantisme et tabous de toutes sortes. Toutes ces conceptions et pratiques rétrogrades qui se trouvent encore à l'état diffus dans la vie rurale algérienne constituent un obstacle au progrès et à la libération de l'homme. La paysannerie algérienne, qui a toujours lutté contre l'oppression et l'immobilisme inhérents au système féodal, ne pouvait pas, à elle seule, en triompher, c'est à la Révolution qu'il revient de liquider définitivement les survivances anationales, antisociales et antipopulaires du féodalisme.

II. — CONTENU SOCIAL DU MOUVEMENT DE LIBERATION NATIONALE

Depuis le 1^{er} novembre 1954, une nouvelle dimension est apparue dans la vie de la société algérienne jusqu'ici statique, le mouvement déterminé par l'engagement collectif du peuple dans la lutte nationale.

Ce mouvement, par sa profondeur et sa continuité, a remis en question toutes les valeurs de l'ancienne société et posé les problèmes de la société nouvelle.

Quelles ont été et quelles sont les composantes sociales de ce mouvement ?

D'abord le peuple pris dans son ensemble et notamment ses couches les plus opprimées :

1) Les paysans pauvres, principales victimes de l'expropriation foncière, du cantonnement et de l'exploitation colonialistes. Il s'agit des ouvriers agricoles permanents ou saisonniers, des khammès et des petits métayers, auxquels peuvent s'ajouter les tout petits propriétaires.

2) Le prolétariat relativement peu nombreux et le sous-prolétariat pléthorique des villes. Ils sont constitués, en majeure partie, par des paysans expropriés et déclassés qui ont été contraints à chercher du travail loin des campagnes et même d'émigrer en France où on les emploie très souvent dans les travaux les plus pénibles et les moins bien rémunérés.

3) Une autre catégorie sociale intermédiaire est celle des artisans, petits et moyens employés, fonctionnaires, petits commerçants et certains membres des fonctions libérales, le tout constituant ce qu'on pourrait appeler la petite bourgeoisie. Cette catégorie a participé souvent activement à la lutte libératrice en lui donnant des cadres politiques.

4) Il y a enfin une classe bourgeoise relativement peu importante composée d'hommes d'affaires, de gros négociants, de chefs d'entreprises et de rares industriels.

A cette classe s'ajoute celle des gros propriétaires fonciers et des notables de l'administration coloniale.

Ces deux dernières couches sociales ont participé au mouvement d'une façon épisodique, soit par conviction patriotique, soit par

opportunisme. Il y a lieu d'en excepter les féodaux administratifs noiroires et les traîtres qui ont pris fait et cause pour le colonialisme.

L'analyse du contenu social de la lutte de libération fait ressortir que ce sont les paysans et les travailleurs en général qui ont été la base active du mouvement et lui ont donné son caractère essentiellement populaire. Leur engagement massif a entraîné à leur suite les autres couches sociales de la nation. Il a notamment suscité un phénomène important : l'engagement total de la jeunesse algérienne quelle que soit son origine sociale. Il convient de noter, à cet égard, que dans la plupart des cas ce sont les jeunes gens issus de la bourgeoisie qui ont déterminé l'adhésion de celle-ci à la cause de l'indépendance.

Le mouvement populaire a eu pour effet de dépasser, dans le cours de la lutte armée, l'objectif du nationalisme libérateur vers une perspective plus lointaine, celle de la Révolution. Par sa continuité, a son effort soutenu et les immenses sacrifices qu'il a entraînés, il a contribué à donner à la conscience nationale fragmentaire une forme plus homogène. De plus, il a prolongé celle-ci en conscience collective orientée dans le sens de la transformation révolutionnaire de la société.

C'est là un fait qu'on ne saurait assez souligner et qui donne au mouvement de libération son caractère spécifique par rapport aux autres mouvements nationalisés du Maghreb.

La révolution algérienne n'est pas le produit abstrait d'une vue de l'esprit, ni un schéma théorique. Elle résulte d'une nécessité historique contraignante qui est déterminée par le processus objectif de la lutte de libération.

III. — LES TACHES PRINCIPALES DE LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE POPULAIRE

Dans tout ce qui précède, nous avons examiné la situation générale de la société au moment de l'accession de l'Algérie à son indépendance ainsi que les caractéristiques principales du mouvement de libération nationale.

Tous les acquis de cette lutte doivent être étudiés, organisés et parachevés : c'est là la tâche historique de la Révolution démocratique populaire.

Ceci implique nécessairement un effort d'analyse et de formation adéquat, une orientation juste et ferme, des options claires.

Deux impératifs doivent inspirer notre action :

1) Partir de la réalité algérienne à travers ses données objectives et les aspirations du peuple.

2) Exprimer cette réalité en tenant compte des exigences du progrès moderne, des acquisitions de la science, de l'expérience des autres mouvements révolutionnaires et de la lutte anti-impérialiste dans le monde.

De même qu'il faut éviter de s'inspirer de schémas tout faits sans référence à la réalité concrète de l'Algérie, il faut se garder, de la même façon, de tomber dans l'erreur de ceux qui prétendent pouvoir se passer de l'expérience des autres et des apports révolutionnaires de notre époque.

Par quoi se caractérise la Révolution algérienne ?

Le mot « révolution » a été longtemps employé à tort et à travers

en l'absence de tout contenu précis. Pourtant, il n'a cessé de galvaniser l'élan des masses populaires qui, par instinct, lui ont donné un sens au-delà même de la guerre de libération. Ce qui lui manquait, ce qui lui manque encore pour mériter toute sa signification, c'est le support idéologique indispensable. Pendant la guerre de libération, le mouvement même de la lutte a suffi pour propulser et entraîner les aspirations révolutionnaires des masses. Aujourd'hui qu'il s'est arrêté avec la fin de la guerre et le rétablissement de l'indépendance nationale, il importe de le prolonger sans tarder sur le plan idéologique. A la lutte armée doit succéder le combat idéologique ; à la lutte pour l'indépendance nationale succédera la Révolution démocratique populaire.

La Révolution démocratique populaire, c'est l'édification consciente du pays dans le cadre des principes socialistes et d'un pouvoir aux mains du peuple. Le développement de l'Algérie, pour qu'il soit rapide, harmonieux et tendu vers la satisfaction des besoins économiques primordiaux du peuple, doit être nécessairement conçu dans une perspective socialiste, dans le cadre d'une collectivisation des grands moyens de production et d'une planification rationnelle.

Bâtie sur ces principes de base, l'Algérie pourra ainsi dispenser au peuple l'éducation politique, sociale, technique et culturelle à laquelle il aspire légitimement.

A. — Le contenu démocratique

1) La Révolution a pour tâches de consolider la nation devenue indépendante en lui restituant toutes ses valeurs frustrées ou détruites par le colonialisme ; un Etat souverain, une économie et une culture nationales. Ces valeurs seront nécessairement conçues et organisées dans une perspective moderne. Ceci implique l'abolition des structures économiques et sociales du féodalisme et de ses survivances et l'établissement de nouvelles structures et institutions susceptibles de favoriser et de garantir l'émancipation de l'homme et la jouissance pleine et entière de ses libertés.

2) Le sens de la responsabilité, émanation la plus fidèle de l'esprit démocratique, doit se substituer partout au principe d'autorité d'essence féodale et de caractère paternaliste.

3) L'esprit démocratique ne doit pas être une spéculation purement théorique. Il doit se concrétiser dans des institutions étatiques bien définies et dans tous les secteurs de la vie sociale du pays. Les conditions économiques du pays déterminent dans une grande mesure sa situation sociale, culturelle et politique.

B. — Le contenu populaire

Le sort de l'individu étant lié à celui de la société tout entière, la démocratie, pour nous, ne doit pas être seulement l'épanouissement des libertés individuelles, elle est surtout l'expression collective de la responsabilité populaire.

L'édification d'un Etat moderne sur des bases démocratiques, anti-féodales, ne sera rendue possible que par l'initiative, la vigilance et le contrôle direct du peuple. Un tel Etat pourra seul trouver une solution efficace au problème de la santé, de l'habitat et de l'amélioration des conditions de la vie familiale.

Dans ce cadre, la femme algérienne émancipée par la lutte révolutionnaire pourra alors assumer pleinement la responsabilité qui lui revient.

Les tâches de la Révolution démocratique en Algérie sont immenses. Elles ne peuvent être réalisées par une classe sociale, aussi éclairée soit-elle ; seul le peuple est en mesure de les mener à bien, c'est-à-dire la paysannerie, les travailleurs en général, les jeunes et les intellectuels révolutionnaires.

L'expérience de certains pays nouvellement indépendants enseigne qu'une couche sociale privilégiée peut s'emparer du pouvoir à son profit exclusif. Ce faisant, elle frustre le peuple du fruit de sa lutte et se détache de lui pour s'allier à l'impérialisme. Au nom de l'union nationale qu'elle exploite opportunément, la bourgeoisie prétend agir pour le bien du peuple en lui demandant de la soutenir.

Or, son origine relativement récente, sa faiblesse en tant que groupe social sans assises profondes, l'absence chez elle de véritables traditions de lutte limitent son aptitude à promouvoir la construction du pays et à le défendre contre les visées impérialistes.

La prise du pouvoir en Algérie exige qu'elle se fasse dans la clarté. L'union nationale n'est pas l'union autour de la classe bourgeoise.

Elle est l'affirmation de l'unité du peuple sur la base des principes de la Révolution démocratique populaire à la nécessité de laquelle la bourgeoisie elle-même devra subordonner ses intérêts.

La logique de l'histoire et l'intérêt supérieur de la nation en font un impératif.

Le patriotisme de la bourgeoisie se mesurera, pour nous, au fait qu'elle admette cet impératif, qu'elle apporte son appui à la cause révolutionnaire et qu'elle renonce à vouloir diriger les destinées du pays.

La bourgeoisie est porteuse d'idéologies opportunistes dont les caractéristiques principales sont le défaitisme, la démagogie, l'esprit alarmiste, le mépris des principes et le manque de conviction révolutionnaire, toutes choses qui font le lit du néo-colonialisme.

La vigilance commande, dans l'immédiat, de combattre ces dangers et de prévenir, par des mesures adéquates, l'extension de la base économique de la bourgeoisie en liaison avec le capitalisme néo-colonial.

C. — Pour une avant-garde consciente

La réalisation des objectifs de la Révolution démocratique populaire nécessite le dégroupement et la formation d'une avant-garde consciente qui comprendra des éléments issus de la paysannerie, des travailleurs en général, des jeunes et des intellectuels révolutionnaires.

Cette avant-garde aura pour rôle d'élaborer une pensée politique et sociale reflétant fidèlement les aspirations des masses dans le cadre de la Révolution démocratique populaire.

La Révolution n'est pas un ensemble de recettes pratiques qu'on applique d'une façon paresseuse et bureaucratique. Il n'y a pas d'idéologie toute faite ; il y a un effort idéologique constant et créateur.

La guerre de libération a entraîné, pendant sept ans et demi, des bouleversements considérables dans la société algérienne. Cette situation tout à fait nouvelle et l'instauration du régime politique entièrement nouveau qu'elle exige, nous font obligation de créer une pensée nouvelle.

1) L'édification d'un Etat moderne et l'organisation d'une société révolutionnaire imposent le recours à des méthodes et critères scientifiques dans la théorie et dans la pratique. La conception et l'exercice de la responsabilité politique doivent s'appuyer sur l'analyse objective

des faits et l'appréciation correcte des réalités. Ce qui suppose aussi un esprit de recherche rationnelle et un effort de prospection concrète.

2) Cela ne va pas, naturellement, sans le rejet absolu de toutes les formes de subjectivisme : l'improvisation, l'approximation, la paresse intellectuelle, la tendance à idéaliser la réalité et n'en retenant que les aspects spectaculaires et gratuits. De plus, il importe de se méfier du moralisme, tendance d'esprit idéaliste et infantile qui consiste à vouloir transformer la société et à résoudre ses problèmes à l'aide des seules valeurs morales. C'est là une conception erronée et confusionniste de l'action révolutionnaire dans sa phase constructive. Le moralisme que certains professent volontiers, est l'alibi facile de l'impuissance à agir sur la réalité sociale et l'organiser positivement. L'effort révolutionnaire ne se réduit pas à de bonnes intentions aussi sincères soient-elles : il requiert, surtout, l'emploi de matériaux objectifs. Les valeurs morales individuelles, si elles sont respectables et nécessaires, ne peuvent être déterminantes dans la construction de la société. C'est la bonne marche de celle-ci qui crée les conditions de leur épanouissement collectif.

D. — Pour une nouvelle définition de la culture

La nécessité de créer une pensée politique et sociale nourrie de principes scientifiques et prémunie contre les habitudes d'esprit erronées, nous fait saisir l'importance d'une conception nouvelle de la culture.

La culture algérienne sera nationale, révolutionnaire et scientifique.

1) Son rôle de culture nationale consistera, en premier lieu, à rendre à la langue arabe, expression même des valeurs culturelles de notre pays, sa dignité et son efficacité en tant que langue de civilisation. Pour cela, elle s'appliquera à reconstituer, à revaloriser et à faire connaître le patrimoine national et son double humanisme classique et moderne afin de les réintroduire dans la vie intellectuelle et l'éducation de la sensibilité populaire. Elle combattra ainsi le cosmopolitisme culturel et l'imprégnation occidentale qui ont contribué à inculquer à beaucoup d'Algériens le mépris de leur langue et de leurs valeurs nationales.

2) En tant que culture révolutionnaire, elle contribuera à l'œuvre d'émancipation du peuple qui consiste à liquider les séquelles du féodalisme, les mythes antisociaux et les habitudes d'esprit rétrogrades et conformistes. Elle ne sera ni une culture de caste fermée au progrès ni un luxe de l'esprit. Populaire et militante, elle éclairera la lutte des masses et le combat politique et social sous toutes ses formes. Par sa conception de culture active au service de la société, elle aidera au développement de la conscience révolutionnaire en reflétant, sans cesse, les aspirations du peuple, ses réalités et ses conquêtes nouvelles, ainsi que toutes les formes de ses traditions artistiques.

3) Culture scientifique dans ses moyens et sa portée, la culture algérienne devra se définir en fonction de son caractère rationnel, de son équipement technique, de l'esprit de recherche qui l'anime et de sa diffusion méthodique et généralisée à tous les échelons de la société.

De là découle la nécessité de renoncer aux conceptions routinières qui pourraient entraver l'effort créateur et paralyser l'enseignement en aggravant l'obscurantisme hérité de la domination coloniale. Cette

nécessité s'impose, d'autant plus que la langue arabe a subi un tel retard comme instrument de culture scientifique moderne, qu'il faudra la promouvoir, dans son rôle futur, par des moyens rigoureusement concrets et perfectionnés.

La culture algérienne ainsi définie devra constituer le lien vivant et indispensable entre l'effort idéologique de la Révolution démocratique populaire et les tâches concrètes et quotidiennes qu'exige l'éducation du pays.

A cet égard, le relèvement indispensable du niveau culturel des militants, des cadres, des responsables et des masses en général, revêt une importance capitale.

Il permettra, notamment, d'inculquer à tous le sens du travail et d'élever ainsi le rendement de la production dans tous les domaines.

L'avant-garde révolutionnaire du peuple doit donner l'exemple en élevant son propre niveau culturel et en faisant de cet objectif son mot d'ordre constant.

Il convient de rappeler que les paysans et les ouvriers qui ont été les principales victimes de l'obscurantisme colonial, gagneront à élever leur niveau culturel afin de faire face, plus efficacement, aux tâches et responsabilités qui leur incombent dans la Révolution.

Il y a lieu, ici, de dénoncer vigoureusement la tendance qui consiste à sous-estimer l'effort intellectuel et à professer parfois un anti-intellectualisme déplacé.

A cette attitude répond souvent un autre extrême qui rejoint par plus d'un point le moralisme petit-bourgeois. Il s'agit de la conception qui consiste à utiliser l'Islam à des fins démagogiques pour éviter de poser les vrais problèmes. Certes, nous appartenons à la civilisation musulmane qui a profondément et durablement marqué l'histoire de l'humanité, mais c'est rendre un mauvais service à cette civilisation que de croire que sa renaissance est subordonnée à de simples formules subjectives dans le comportement général et la pratique religieuse.

C'est ignorer que la civilisation musulmane, en tant qu'édification concrète de la société, a commencé et s'est longtemps poursuivie par un effort positif sur le double plan du travail et de la pensée de l'économie et de la culture. De plus, l'esprit de recherche qui l'a animée, son ouverture rationnelle sur la science, les cultures étrangères et l'universalité de l'époque, ont constitué entre elle et les autres civilisations un échange fécond. Ce sont, avant tout, ces critères de création et d'organisation efficiente des valeurs et des apports qui l'ont fait largement participer au progrès humain dans le passé, et c'est par là que doit débiter toute renaissance véritable. En dehors de cet effort nécessaire, qui doit être entrepris en premier lieu sur des bases tangibles et suivant un processus rigoureusement ordonné, la nostalgie du passé est synonyme d'impuissance et de confusion.

Pour nous, l'Islam, débarrassé de toutes les excroissances et superstitions qui l'ont étouffé ou altéré, doit se traduire en plus de la religion en tant que telle, dans ces deux facteurs essentiels : la culture et la personnalité.

Liée, par ailleurs, aux impératifs multiples de la culture nationale, révolutionnaire et scientifique, l'importance du développement de notre personnalité n'est plus à démontrer.

La lutte victorieuse de libération vient d'en dégager des aspects majeurs inconnus ou méconnus jusqu'ici.

La personnalité algérienne se fortifiera encore davantage dans l'avenir, tant est grande la capacité de notre peuple de suivre le mouvement de l'Histoire sans rompre avec son passé.

Résolument orientée vers la réalisation de ses tâches révolutionnaires, l'avant-garde consciente du peuple algérien commencera d'abord par déblayer la voie qui mène au progrès collectif de la société en liquidant les séquelles et survivances des systèmes révolus, en dissipant les équivoques et les fictions démagogiques. Le succès de la Révolution démocratique populaire est à ce prix.

Pour la réalisation des tâches économiques et sociales de la révolution démocratique populaire

I. — EDIFICATION D'UNE ECONOMIE NATIONALE

Il s'agit de formuler notre action sur le triple plan économique, social et international, en vue de libérer l'Algérie des séquelles du colonialisme et des survivances féodales et de définir les structures de la société nouvelle, qui doit être construite sur des bases populaires et anti-impérialistes. Le choix de ces lignes d'action signifie :

- Une économie nationale ;
- Une politique sociale au profit des masses pour élever le niveau de vie des travailleurs, liquider l'analphabétisme, améliorer l'habitat et la situation sanitaire, libérer la femme ;
- Une politique internationale basée sur l'indépendance nationale et la lutte anti-impérialiste.

A. — Aperçu de la situation économique et sociale de l'Algérie coloniale

1) L'ECONOMIE ALGERIENNE EST UNE ECONOMIE COLONIALE, DOMINEE PAR LA FRANCE ET ENTIEREMENT AUX MAINS DE L'ETRANGER.

Elle est une source de matières premières et un débouché pour les produits manufacturés. Sa dépendance se traduit par l'importance des échanges extérieurs par rapport à la production nationale et la prépondérance de la France dans les échanges — l'Algérie a toujours été le premier client et le premier fournisseur de la France — les investissements, le règlement de la balance des comptes, l'absence d'industrialisation sérieuse.

Une minorité implantée à la faveur de la conquête s'est emparée avec l'appui du colonisateur des principaux moyens de production et de financement. Elle possède l'essentiel des terres productives (2 millions 726.700 ha), monopolise les banques, l'activité industrielle et commerciale (90 p. 100 du total), encadre techniquement et administrativement le pays.

2) L'ECONOMIE ALGERIENNE EST UNE ECONOMIE DESEQUILIBREE ET DESARTICULEE.

Deux secteurs reliés entre eux par un réseau commercial fragile y coexistent.

a) Le secteur moderne et dynamique est de type capitaliste. Il constitue un véritable avant-poste de l'économie française et englobe l'agriculture européenne tournée vers les marchés urbains et l'exportation, les différentes branches industrielles, les transports, le grand commerce et les services.

La participation algérienne à ce secteur est faible surtout en main-d'œuvre.

b) Le secteur traditionnel dont vit l'essentiel de la population algérienne c'est-à-dire 5.225.000 personnes, conserve les structures héritées du passé. L'économie de subsistance et les rapports de production précapitalistes y dominent. Les moyens techniques et financiers sont presque nuls.

3) CONSEQUENCES SOCIALES DE LA DOMINATION COLONIALE.

Les conséquences sociales de cette économie dépendante, désarticulée et dominée sont durement ressenties par l'ensemble des populations algériennes et apparaissent dans la grande disparité des revenus. L'ensemble des Français d'Algérie dispose d'une revenu annuel supérieur à 350.000 fr. par personne, alors que celui des Algériens est inférieur à 50.000 fr. et représente moins de 20.000 fr. pour la masse vivant dans le secteur traditionnel.

Les conséquences sociales apparaissent également dans la non-intégration au circuit économique de deux millions et demi d'Algériens (990.000 chômeurs totaux et partiels dans les villes, un million et demi d'inemployés à la campagne — l'exode rural, l'émigration de 400.000 Algériens vers la France, l'analphabétisme plus de 4/5^e des personnes âgées de plus de six ans sont illettrés), la déficience de l'habitat et de l'organisation sanitaire que traduisent la multiplicité des bidonvilles et des taudis, et la faible implantation sanitaire dans les campagnes.

B. — Principes de notre politique économique

1) CONTRE LA DOMINATION ETRANGERE ET LE LIBERALISME ECONOMIQUE.

L'aspiration de notre peuple à un développement économique et à l'élévation de son niveau de vie est partout profond et irrésistible.

Dans les pays nouvellement indépendants, le recours aux méthodes du libéralisme classique ne peut permettre une transformation réelle de la société.

Il aggrave l'anarchie du marché, renforce la dépendance économique à l'égard de l'impérialisme, fait de l'Etat un organisme de transfert des richesses aux mains des nantis et nourrit l'activité de couches sociales parasitaires liées à l'impérialisme.

La bourgeoisie locale se substitue progressivement à l'étranger quant à lui, demeure dans la misère et l'ignorance.

La faiblesse du revenu national et de l'épargne privée, la sortie du pays d'une grande partie des bénéfices réalisés, l'orientation du capital local vers les activités spéculatives telles que le profit commercial, la rente et l'usure, la non-utilisation de l'énorme ressource que constitue la main-d'œuvre inemployée sont autant de facteurs qui militent contre la voie capitaliste de développement.

Notre Parti ne peut laisser la solution des problèmes fondamentaux qui se posent au pays à la discrétion d'embryons de bourgeoisie liés de surcroît par la nature de leurs activités au circuit économique de l'impérialisme. Sur 4.500 milliards d'investissements privés existant en Algérie en 1954, le capital local était inférieur à 8 p. 100. Notre pays ne peut non plus laisser l'économie aux mains des monopoles étrangers et attendre d'eux sa modernisation.

Les réticences des capitaux privés étrangers à l'égard de place-

ments ne rapportant pas le taux de profit moyen, leur faiblesse prévisible en regard aux besoins immédiats, les conditions de leur action doivent nous inciter à ne considérer l'aide étrangère que comme une force d'appoint.

2) POUR UNE POLITIQUE DE PLANIFICATION AVEC LA PARTICIPATION DEMOCRATIQUE DES TRAVAILLEURS AU POUVOIR ECONOMIQUE.

Faire disparaître l'emprise des monopoles par une refonte des relations économiques avec l'étranger et d'abord avec la France, éliminer les obstacles intérieurs par une transformation radicale des structures de la vie rurale, industrialiser pour répondre aux besoins du peuple que requiert le développement du pays.

Pour arriver à ces fins, la planification et la prise en charge de l'économie par l'Etat, avec la participation des travailleurs sont une nécessité vitale.

La planification seule permettra l'accumulation du capital nécessaire à une industrialisation rentable dans une période relativement courte, la centralisation des décisions d'investissement les plus importantes, la suppression des gaspillages et des faux frais dus à la concurrence entre les entreprises.

La participation des travailleurs à la gestion de l'économie permettra le contrôle et l'exécution du plan et son adaptation progressive aux possibilités existantes.

Dans notre état actuel, la planification rencontrera de sérieux obstacles parmi lesquels le manque de cadres qualifiés et le retard culturel. Mais entre la stagnation dans un cadre libéral et le progrès par la planification de l'économie, notre Parti choisit la planification.

L'arrivage économique et culturelle exige de nous une tension extraordinaire de nos forces, une utilisation juste de toutes les ressources matérielles et humaines en vue de développer le pays et de réaliser les tâches de la révolution démocratique populaire.

La renaissance de l'économie sur de nouvelles bases passe par un bouleversement complet des structures actuelles.

C. — Les tâches économiques de la révolution démocratique populaire

1) LA REVOLUTION AGRAIRE DANS LE CONTEXTE ALGERIEN, LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE POPULAIRE EST D'ABORD UNE REVOLUTION AGRAIRE.

La création d'un marché intérieur et l'amorce de l'industrialisation sont conditionnées par une véritable révolution dans la vie rurale. Tâche prioritaire, la révolution agraire comporte trois aspects en interaction : la réforme agraire, la modernisation de l'agriculture et la conservation du patrimoine foncier.

a) La réforme agraire.

Base active de la guerre de libération dont elle a supporté le fardeau le plus lourd, la paysannerie qui constitue l'écrasante majorité de la nation a mis tous ses espoirs dans l'indépendance, la satisfaction de ses intérêts matériels et culturels valorisera la production, dégagera un marché pour l'industrie et ramènera la stabilité dans les campagnes durement éprouvées par la guerre coloniale.

La liquidation des bases économiques de la colonisation agraire et la limitation de la propriété foncière en général rendront disponibles les superficies nécessaires à une réforme agraire radicale.

Du point de vue économique, la nature des cultures exploitées sur

les terres des gros colons et des grands propriétaires algériens, le degré de mécanisation de leurs exploitations, incitent notre Parti à préconiser des formes collectives de mise en valeur et un partage des terres sans parcelisation. Cette solution doit être appliquée avec l'adhésion volontaire de la paysannerie afin d'éviter les conséquences désastreuses de formules d'exploitation imposées.

La réforme agraire doit être entreprise autour du mot d'ordre « la terre à ceux qui la travaillent » et selon les principes suivants :

1) Interdiction immédiate des transactions sur la terre et les moyens de production de l'agriculture.

2) Limitation de la propriété selon les cultures et les rendements.

3) Expropriation des superficies dépassant l'optimum fixé.

4) Cession gratuite des terres récupérées aux paysans sans terre ou insuffisamment pourvus.

5) Organisation démocratique des paysans, en coopérative de production.

6) Création sur une partie des terres expropriées de fermes d'Etat avec participation des ouvriers à la gestion et aux bénéfices. Ces fermes faciliteront l'action sur le marché et constitueront une base de départ pour la formation de cadres et de moniteurs agricoles.

7) Interdiction de la vente ou de la location des terres distribuées pour éviter la reconstitution de la grosse propriété.

8) Annulation des dettes des paysans, des khammès et des inégalement à l'égard des propriétaires fonciers, des usuriers et des services publics.

9) Aide matérielle et financière de l'Etat.

b) Modernisation de l'agriculture.

La réforme agraire créera, par le dynamisme qu'elle donnera aux paysans, les conditions sociales et économiques favorables à la transformation du secteur traditionnel et au remembrement rapide des petites unités avec l'aide financière et technique de l'Etat et des collectivités locales. Elle facilitera, aussi, la pénétration du progrès à la campagne. A cet égard, la politique agraire du Parti doit tendre aussi à :

— L'unification du régime des terres ;

— L'augmentation du volume de la production par la diffusion massive des techniques modernes ;

— La diversification des cultures riches et la substitution des cultures riches aux cultures pauvres.

— La reconstitution du cheptel et le développement rationnel de l'élevage.

c) Conservation du patrimoine foncier.

La dégradation des sols et le rétrécissement continu des surfaces productives ainsi que la destruction des forêts constituent de véritables fléaux auxquels il faut apporter des remèdes immédiats. L'Algérie indépendante doit déployer tous les efforts pour la remise en état du patrimoine foncier et engager une lutte opiniâtre pour :

— La récupération des terres érodées ;

— Le reboisement des forêts et le boisement de nouvelles surfaces ;

— L'extension de l'aire irrigable.

— Le défrichement de nouvelles terres.

La surpopulation relative des campagnes permet une mobilisation

rapide de la main-d'œuvre inemployée pour la conquête des sols. C'est là une entreprise d'une importance capitale. L'organisation démocratique de chantiers ruraux résorbera le chômage, permettra la récupération de larges surfaces et libèrera toutes les forces productives.

Cette transformation des structures agraires doit être le point de départ pour le développement de l'infrastructure, la nationalisation du crédit et du commerce extérieur dans un premier stade ; la nationalisation des richesses naturelles et de l'énergie dans un second stade. De telles mesures accéléreront l'industrialisation en grand du pays.

2) DEVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE.

Le réseau ferroviaire et le réseau routier, dans notre pays, ont été conçus en fonction des impératifs économiques et stratégiques de la colonisation. Au cours de la guerre, de nombreuses pistes et des chemins vicinaux ont été mis en chantier pour faciliter la pénétration des troupes françaises. Ils peuvent constituer la base du développement d'une infrastructure convenable pour faciliter le progrès des échanges et supprimer tout frein à l'élargissement du marché intérieur et à la commercialisation des produits agricoles. La politique du Parti doit tendre à :

- nationaliser les moyens de transport ;
- instituer des liaisons routières entre les grandes voies de communication et les marchés ruraux.

3) NATIONALISATION DU CREDIT ET DU COMMERCE EXTERIEUR.

La nationalisation du crédit et du commerce extérieur implique :

- a) la nationalisation des compagnies d'assurances ;
- b) la nationalisation des banques.

C'est là une tâche à accomplir dans des délais rapprochés. La multiplicité des banques leur permet d'échapper au contrôle national. Leur reconversion récente ou prochaine en sociétés de développement ne doit pas masquer leur caractère essentiel, un instrument de change financier.

c) la nationalisation du commerce extérieur.

La politique commerciale de l'Algérie doit s'inspirer des principes suivants :

- supprimer à un rythme et selon des modalités à fixer le régime préférentiel entre la France et l'Algérie ;

— assurer des échanges équilibrés fondés sur l'égalité et l'avantage réciproque ;

- développer les échanges avec les pays qui offrent des prix constants et un marché à long terme et où nous pourrions trouver à améliorer leurs comptes des biens d'équipement ;

— nationaliser en priorité les branches essentielles du commerce extérieur et du commerce de gros et créer des sociétés d'Etat par produit ou groupe de produits.

Une telle organisation permet un contrôle réel de l'Etat sur l'import-export, facilite une action efficace sur la consommation et procure des bénéfices commerciaux pour les investissements dans les branches productives.

- contrôler les prix et créer des magasins d'Etat dans les centres ruraux pour combattre la spéculation et l'usure.

4) NATIONALISATION DES RICHESSES MINERALES ET ENERGÉTIQUES.

C'est là un but à long terme. Dans l'immédiat le Parti doit lutter pour :
— l'extension du réseau de gaz et d'électricité dans les centres ruraux ;

— la préparation des ingénieurs et techniciens de tous les niveaux, selon un plan qui mettrait le pays en mesure de gérer lui-même ses richesses minérales et énergétiques.

5) L'INDUSTRIALISATION.

Les progrès de l'économie agricole et la mobilisation des masses ne peuvent faire avancer le pays que sur une base technique et économique donnée fournie par les progrès de l'industrie.

Il existe déjà en Algérie un secteur d'Etat. L'Etat algérien aura pour mission de l'étendre dans le secteur des mines, des carrières et cimenteries.

Mais le développement réel et à long terme du pays est lié à l'implantation des industries de base nécessaires aux besoins d'une agriculture moderne.

A cet égard, l'Algérie offre de grandes possibilités pour les industries pétrolière et sidérurgique. Dans ce domaine il appartient à l'Etat de réunir les conditions nécessaires à la création d'une industrie lourde.

Pendant la période où il sera nécessaire de laisser subsister un secteur privé, sera orientée.

A aucun prix l'Etat ne doit contribuer à créer, comme cela s'est fait dans certains pays, une base industrielle au profit de la bourgeoisie locale dont il se doit de limiter le développement par des mesures appropriées.

L'apport des capitaux privés étrangers est souhaitable dans les limites de certaines conditions :

- Il doit être complémentaire dans le cadre d'entreprises mixtes ;
- Le transfert des bénéfices doit être réglementé et permettre le réinvestissement sur place d'une partie des bénéfices.

Dans une première étape, l'Etat doit orienter ses efforts vers le perfectionnement de l'artisanat et l'installation de petites industries locales ou régionales pour exploiter sur place les matières premières de caractère agricole.

II. — REALISATION DES MASSES DES ASPIRATIONS SOCIALES DES MASSES

1) ELEVATION DU NIVEAU DE VIE.

L'amélioration progressive des conditions de vie des masses et la résorption du chômage stimuleront l'élan créateur du peuple et favoriseront le progrès.

Pour que l'élan des masses et leur mobilisation deviennent une constante de la vie du pays, l'étalement de l'aisance et du luxe, le gaspillage des deniers de l'Etat, les dépenses somptuaires et les traitements ministériels doivent être sévèrement condamnés. Ce sont autant de facteurs qui donnent la conviction aux masses d'être seules à supporter les frais de l'édification. Ausérité donc pour les mieux nantis.

Bien plus, la gestion par l'Etat de certaines entreprises ne saurait, à aucun moment, justifier la détérioration des conditions de vie des travailleurs auxquels doit être reconnu le droit de grève.

2) LIQUIDATION DE L'ANALPHABÉTISME ET DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE NATIONALE.

Avant le 1^{er} novembre 1954, le peuple algérien a manifesté son attachement aux valeurs nationales élaborées dans le cadre de la civilisation arabo-musulmane par la création et l'entretien des médérasas libres, malgré l'opposition des autorités coloniales. Au cours de la lutte de libération également, les directions des willayas ont déployé des efforts méritoires pour mettre la culture à portée de notre peuple. Dans notre pays, la question culturelle implique :

- a) La restauration de la culture nationale et l'arabisation progressive de l'enseignement sur une base scientifique. De toutes les tâches de la Révolution, celle-ci est la plus délicate, car elle requiert des moyens culturels modernes et ne peut s'accomplir dans la précipitation sans risque de sacrifier des générations entières.
- b) La préservation du patrimoine national de culture populaire.
- c) L'élargissement du système scolaire par l'accession de tous à tous les niveaux de l'enseignement.

d) L'algerianisation des programmes par leur adaptation aux réalités du pays.

- e) L'extension des méthodes d'éducation de masse et la mobilisation de toutes les organisations nationales pour lutter contre l'analphabétisme et apprendre à tous les citoyens à lire et à écrire dans les délais les plus brefs.

3) L'HABITAT.

La stagnation économique et sociale de la société rurale, la sédentarisation empirique des populations depuis la conquête, se reflètent dans la prolifération des taudis jusqu'aux abords des grandes villes et des centres urbains. La guerre a accentué ce phénomène par le « regroupement » de deux millions de paysans. Le Parti doit prendre des mesures urgentes pour loger, dans des conditions décentes, les populations éprouvées par la guerre et, tout en parant aux nécessités immédiates, reconstruire dans le cadre d'un plan élaboré en fonction de leur réintégration dans le circuit économique.

Dans les villes, il est nécessaire de faire adopter rapidement une réglementation des loyers et d'utiliser des logements non occupés ou insuffisamment occupés.

4) LA SANTE PUBLIQUE.

La médecine et les installations sanitaires doivent être rapidement nationalisées de façon à assurer la médecine gratuite pour tous dans les délais les plus brefs.

Cette nationalisation sera mise en œuvre d'après les principes suivants :

- a) Développement d'un service national de Santé qui prend en charge tous les hôpitaux et installations sanitaires.

Ce service national de Santé fonctionnera avec des médecins à plein temps qui bénéficieront de meilleures conditions de travail et de recherche et peuvent seuls accéder à la carrière universitaire et hospitalière.

L'institution du service national de Santé doit prévoir l'absorption progressive du secteur libéral classique.

- b) Campagnes, avec l'aide des organisations de masse et de l'Arloppement de l'hygiène et l'amélioration de la santé.
- c) Formation accélérée de personnel médical et sanitaire dans le cadre du plan de développement.

5) LIBERATION DE LA FEMME.

La participation de la femme algérienne à la lutte de libération a créé des conditions favorables pour briser le joug séculaire qui pesait sur elle et l'associer d'une manière pleine et entière à la gestion des affaires publiques et au développement du pays. Le Parti doit supprimer tous les freins à l'évolution de la femme et à son épanouissement et appuyer l'action des organisations féminines. Il existe dans notre société une mentalité négative quant au rôle de la femme. Sous des formes diverses tout contribue à répandre l'idée de son infériorité. Les femmes elles-mêmes sont imprégnées de cette mentalité séculaire.

Le Parti ne peut aller de l'avant sans soutenir une lutte permanente contre les préjugés sociaux et les croyances rétrogrades.

Dans ce domaine, le Parti ne peut se limiter à de simples affirmations, mais doit rendre irréversible une évolution inscrite dans les faits en donnant aux femmes des responsabilités en son sein.

III. — POUR UNE POLITIQUE EXTERIEURE INDEPENDANTE

Une juste orientation de la politique extérieure est un facteur important pour la consolidation de notre indépendance et l'édification d'une économie nationale.

L'Algérie accède à la souveraineté dans un contexte international où le rapport des forces ne cesse d'évoluer en faveur des peuples et au détriment de l'impérialisme.

L'élan des mouvements de libération en Afrique, en Asie et en Amérique latine, la consolidation de l'indépendance dans les pays anciennement colonisés, l'action des forces démocratiques dans les pays impérialistes et le progrès des socialistes accélèrent la désintégration du système de l'impérialisme. De nombreuses victoires ont, de ce fait, été enregistrées ces dernières années.

Cette situation nouvelle a amené l'impérialisme à reconvertir et à assouplir ses méthodes par le transfert du pouvoir à des couches bourgeoises ou bureaucratiques restreintes, qu'il associe à l'exploitation de leurs peuples. Il tente ainsi de démobiler les mouvements de libération et de maintenir ses intérêts économiques et stratégiques.

L'alliance des pays impérialistes avec certains gouvernements d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine permet, momentanément, à l'impérialisme de retarder son reflux.

Il n'en demeure pas moins que la tendance générale de notre époque est la réduction de la marge de manœuvre de l'impérialisme et non pas son élargissement.

Devant la constance des dangers qui continuent à menacer notre pays, la politique extérieure de l'Algérie indépendante doit demeurer fermement guidée par les principes d'une lutte conséquente contre le colonialisme et l'impérialisme, pour le soutien des mouvements à l'unité au Maghreb, dans le monde arabe et en Afrique, l'appui aux mouvements de libération et la lutte pour la paix.

1) LUTTE CONTRE LE COLONIALISME ET L'IMPERIALISME.

La grande leçon de notre guerre de libération c'est de nous avoir appris que devant la poussée irrésistible des peuples, la concurrence entre pays impérialistes a cédé le pas à leur solidarité malgré la persistance des contradictions mineures. Notre lutte a rencontré chez les masses de ces pays des échos favorables mais s'est trouvée en butte

à l'hostilité des groupements. Dans son effort de guerre, la France a bénéficié de l'appui matériel et moral de tous les Etats occidentaux et particulièrement celui des U.S.A. Notre volonté de poursuivre la Révolution rencontrera encore des obstacles. Cela ne doit en aucun cas nous empêcher de déployer le maximum d'efforts pour persévérer dans notre action anti-impérialiste.

Le soutien des pays socialistes qui, sous des formes diverses, se sont rangés à nos côtés durant la guerre et avec lesquels nous devons renforcer les liens déjà existants, crée des possibilités réelles de dégagement à l'égard de l'impérialisme.

Le renforcement du courant neutraliste auquel nous participons, reflète le dynamisme des peuples en lutte pour la consolidation de leur indépendance.

L'élargissement de ce courant, dans chaque pays pris séparément, dépend des options internes et du degré d'indépendance de son économie. Aussi la politique extérieure de l'Algérie doit-elle s'orienter au sein du courant neutraliste vers l'alliance avec les pays qui ont réussi à consolider leur indépendance et se sont libérés de l'emprise impérialiste.

2) SOUTIEN DES MOUVEMENTS EN LUTTE POUR L'UNITÉ.

L'extension de la lutte anti-impérialiste nourrit le dynamisme des forces politiques et sociales qui, allant dans le même sens, œuvrent pour la réalisation de l'unité du Maghreb, dans le monde arabe et en Afrique.

Les échecs de la conférence de Tanger et de l'Union Syro-Egyptienne, les incertitudes qui pèsent sur la cohésion du groupe de Casablanca, nous font obligation de définir une attitude de principe sur ce plan.

Les aspirations à l'unité se situent dans une perspective historique juste. Elles traduisent le besoin de libération des masses, leur désir de mettre le maximum de forces en mouvement pour briser tous les obstacles à leur promotion. Pour faire avancer le mouvement vers l'unité, il ne suffit plus aujourd'hui de se référer seulement à des facteurs subjectifs.

L'unité entre des pays distincts est une œuvre gigantesque qui doit se poser dans le cadre d'options idéologiques, politiques et économiques communes correspondant aux intérêts des masses populaires.

Au Maghreb, dans le monde arabe, comme en Afrique, les manœuvres de division de l'impérialisme, les intérêts et le particularisme des classes dirigeantes constituent les principaux freins à la réalisation de l'unité qu'elles réduisent souvent à un slogan démagogique.

La tâche principale de notre Parti est d'aider au Maghreb, dans le monde arabe et en Afrique à une appréciation juste des exigences formidables de la réalisation de l'unité. Ce travail doit se faire à l'échelon des mouvements d'avant-garde et des organisations de masses pour que soient situés d'une manière concrète les obstacles à vaincre.

Au niveau des Etats, le développement des échanges, la mise en œuvre de projets économiques communs, une politique étrangère concertée, une solidarité totale dans la lutte contre l'impérialisme sont des objectifs qui, allant dans le sens des intérêts des peuples, aident à avancer d'un pas sûr dans la voie de l'unité.

3) APPUI AUX MOUVEMENTS DE LIBERATION.

Par son intensité et sa puissance, la guerre de libération a accéléré le processus de décolonisation, en Afrique notamment. L'Algérie

indépendante devra apporter une aide pleine et entière aux peuples qui mènent une lutte conséquente pour la libération de leur pays. Elle se doit d'apporter une attention particulière à la situation de l'Angola, de l'Afrique du Sud et des pays de l'Est africain. La solidarité agissante contre le colonialisme permet à notre pays d'élargir le front de lutte et de renforcer le mouvement vers l'unité.

4) LUTTE POUR LA COOPERATION INTERNATIONALE.

La coopération internationale est nécessaire pour utiliser toutes les ressources matérielles et humaines en vue du progrès dans un climat de paix et passe par la mobilisation permanente des masses contre l'impérialisme.

Le renforcement des liens avec les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, le développement des échanges dans tous les domaines avec les pays socialistes, l'établissement de relations avec tous les Etats sur la base de l'égalité et du respect mutuel de la souveraineté nationale et l'action commune avec les forces démocratiques, notamment en France, mettront notre pays en mesure de faire face à ses responsabilités sur le plan international. C'est ainsi qu'il pourra apporter une contribution positive à la lutte contre la course aux armements et les expériences nucléaires qui se déroulent sur notre sol, même et menacent notre indépendance et notre sécurité. C'est ainsi qu'il pourra aider aussi à la liquidation des pactes militaires et des bases étrangères.

Cette politique extérieure est le corollaire indispensable à la réalisation de nos objectifs internes. Elle permettra à notre pays d'atteindre les objectifs de la révolution démocratique populaire et de participer à la construction d'un monde nouveau.